- Q11** sedo a) La liste des termes interdits ou réservés pour le .fr est déjà bien assez longue. Elle est finalement assez
sedo symbolique du retard de la France par rapport à certains de ses voisins européens en matière de noms de
sedo domaine. Prenez par exemple le terme « Web » : interdit sous .fr... et l'un des plus gros portails généralistes
sedo allemands sous .de, rivalisant avec des géants tels que Yahoo, en grande partie grâce à son nom.
sedo Il serait tout d'abord nécessaire de revoir cette liste de fond en comble et de se poser les bonnes questions
sedo par rapport à la présence de certains termes purement génériques comme « internet », « enfants » ou
sedo « emploi », pour ne citer qu'eux. Idem pour la liste des pays.
sedo Ensuite, il serait bon, dans l'éventualité où l'on garderait en place une liste réduite, d'indiquer clairement sur
sedo le site Web du registre les raisons qui ont motivé l'intégration de tel(le) ou tel(le) terme ou catégorie de
sedo termes à ladite liste. Car pour l'instant, l'utilisateur doit se satisfaire d'un bien maigre « Au titre des termes «
sedo interdits » figurent, par exemple, les termes injurieux, racistes, grossiers, liés à des crimes ou des délits » en
sedo guise d'explication au fait que les noms de pays soient dans la liste.
sedo Enfin, il conviendrait de remettre sérieusement en cause le caractère évolutif de la liste en question. Il n'est
sedo simplement pas acceptable qu'un domaine déjà déposé par un utilisateur puisse rejoindre a posteriori les
sedo termes de la liste. Cela peut avoir l'air d'un détail, mais à ceux jour, il existe des personnes qui se refusent à
sedo enregistrer des termes en .fr par peur que ceux-ci leur soient « confisqués ».
- sedo b) Une fois la liste et ses critères redéfinis, il semble suffisant de l'appliquer telle quelle aux autres
sedo extensions françaises.
- sedo c) L'instauration d'un « périmètre de protection » ne ferait que compliquer et qu'aggraver les choses. Sans
sedo parler du fait que plus les barrières imposées seront nombreuses, plus de petits malins potentiels auront
sedo tendance à les contourner.
- sedo
- sasi a) a priori il faut faire évoluer en accord avec l'évolution du langage mais qui en a la
sasi compétence ? L'Académie Française ou le dictionnaire Robert ? Une solution serait peut
sasi être de supprimer des domaines qui font l'objet d'une plainte formulée par pétition...
- sasi b) idem
- sasi c) oui mais la aussi il est sans doute préférable de supprimer en cas de plainte
- sasi
- open-it a) non
- open-it b) nous pensons que les Offices régionaux sont les plus à même de compléter ces listes
open-it pour leur usage local, notamment concernant les aspects linguistiques.
- open-it c) oui, mais des consultations complémentaires seront nécessaires pour parvenir à élaborer
open-it les règles les plus pertinentes.
- open-it
- mediaserv a) Oui, il faudrait réserver les termes liés au secteur réglementaire comme
mediaserv l'appellation banque ou notaire, mais aussi les appellations d'origine contrôlées.
- mediaserv b) Les mêmes critères devraient être utilisés mais en les adaptant aux spécifications
mediaserv locale telles les langues régionales.
- mediaserv c) L'enregistrement devrait se baser sur les mêmes principes que les gestions de
mediaserv marque déposées.
- mediaserv
- mediaserv
- mail-club a) La gestion d'une liste de termes interdits ou réservés pour les extensions
mail-club françaises est une usine à gaz. Pourquoi societe.fr était-il interdit ? Le .COM
mail-club existe bien. A quoi sert de bloquer elysee.fr si lelysee.fr est enregistré ?
mail-club Pour les noms géographiques, l'Afnic a déjà effectué une ouverture avant de
mail-club se rétracter ([http://H3839-
mail-club .fr-de-vos-villes-./](http://H3839-.fr-de-vos-villes-./)) entraînant des cas particuliers non résolus (ex : lille.fr).
mail-club Cette liste doit être totalement débloquée avec une priorité pour l'État de
mail-club déposer les noms tels que premiersministre.fr. Les villes auraient aussi à
mail-club nouveau la priorité pour déposer leurs noms de domaine sous forme
mail-club canonique. Si elles ne le font pas, tant pis pour elle. Pourquoi un citoyen
mail-club n'aurait pas le droit de développer un portail sous le nom de sa ville.fr si sa

mail-club municipalit n'a pas jug bon de le faire.

mail-club Pour les noms valeur ajoute, tel emploi.fr, on peut imaginer un systme

mail-club d'enchres pour l'attribution de ces noms de domaine.

mail-club b) Il n'y a pas adapter ces listes pour les autres extensions. L'ensemble des

mail-club restrictions doit sauter.

mail-club c) La mise en place d'un primtre de protection est utopique. Il y aura toujours

mail-club un petit malin pour rajouter / enlever / inverser une lettre ou plusieurs dans un

mail-club nom de domaine.

mail-club Sous quelle base peut-on interdire un fabricant de gouvernail de dposer

mail-club gouvernail.fr ? une socit proposant des gouvernantes de prohiber

mail-club l'enregistrement de gouvernante.fr ?

mail-club

mail-club

isofrance Le contrle a priori doit tre le plus simple possible et le plus automatique possible pour ne

isofrance pas tre pnalisant pour la chane d'enregistrement.

isofrance Les rgles doivent tre claires et ne pas faire peser sur l'office d'enregistrement des

isofrance responsabilits qui sont du ressort d'instances arbitrales ou juridictionnelles.

isofrance

isofrance

inria-renata) Les listes de termes protgs sont fixes par voie lgislative. Le registre n'est l que

inria-renatpour les mettre en oeuvre. Si volution, elle viendra du lgislateur.

inria-renatb) pourquoi ne pas utiliser les mmes rgles, mais en y rajoutant les contraintes

inria-renatspcifiques locales ?

inria-renatic) Oui pour le principe et la mise en oeuvre des primtres de protection.

inria-renater

inria-renater

fce teleconLa liste des termes interdits ou rservs doit ncessairement tre amene voluer au fil

fce telecondu temps, et s'adapter notre socit. La mise jour de cette liste doit faire l'objet d'une

fce teleconconcertation avec les acteurs nationaux et locaux pour ce qui concerne des

fce teleconDpartements d'Outre-mer en recherchant dans la mesure du possible la cohrence

fce telecond'ensemble, voire l'unicit.

fce teleconIl conviendra cependant d'tre attentif trouver le bon quilibre entre un nombre de

fce telecontermes rservs suffisants pour prvenir les litiges futurs potentiels les plus manifestes,

fce teleconet une politique inflationniste qui conduirait limitation trop drastique de l'offre, et des

fce teleconcontraintes oprationnelles handicapantes pour le registre.

fce teleconL'interdiction systmatique des noms proches d'un nom protg est un objectif complexe

fce telecon mettre en oeuvre.

fce telecom

fce telecom

France lara, Il serait bon que la France prenne une initiative vigoureuse pour une relance du processus

France larOMPI sur les marques fameuses. La prolifration des suffixes et l'absence de la liste des noms

France larde marque fameux (attendue la suite du groupe de travail OMPI/ICANN) pose un problme

France larfondamental la fois aux marques qui ne peuvent se protger dans des milliers d'espaces de

France larnommage, aux terminologues qui ne savent pas dans quelle mesure un nom de marque a ou

France larnon qualit de marque fameuse, et les oprateurs de services de nommage qui ne peuvent pas

France larles pr-protger.

France larIl est regrettable que l'ICANN n'ai pas mis une telle liste son catalogue de produit(s). C'tait

France larsans doute son premier produit le plus attendu.

France larb, Il s'agit de la d'un un problme de multilinguistique (le support pratique, technique, politique

France larde la la diversit de la diversit linguistique).

France larfrance@large a pris l'initiative de la cration du MLTF il y a trois ans pour travailler sur ce

France larsujet sur une base globale fonde sur l'approche initiale supporte par l'AFNOR d'une liste

France larexhaustive des langues (ISO 639-6). Elle prend actuellement l'initiative d'un glossaire des

France lartermes Internet pour en dfinir la porte juridique pour l'explication et les contrats des

France larIDNccTLD et de gcTLD (geoculturels). Cette liste devrait tre traduite dans la langue de

France larchaque nouveau TLD, comme partie du processus de mise en place.

France la Il serait souhaitable que des listes des termes interdits, comme celle maintenue par l'AFNIC, France la puisse être traduite et mise à la disposition des autres TLD, en commençant par les langues de France la France et leur futurs TLDs.

France la ç, L'avis de l'OMPI devrait être demandé. En Andorre les noms de domaines sont directement France la gérés par l'office de propriété industrielle.

France la La séparation entre la tenue du registre de l'état-numérique et la publication DNS pourrait le France la ças échéant permettre une approche de ce genre, surtout si l'erreur des bureaux France la d'enregistrement était corrigée.

France la ge

France la ge

dotanco a)b)c)

dotanco La liste des termes interdits ne devrait surtout pas être étendue et
dotanco au contraire tous les efforts devraient être fait pour la réduire au
dotanco maximum (c'est ce qui se passe par exemple en ce moment au sein de
dotanco l'ICANN et de plusieurs registres qui sont en passe de permettre
dotanco l'enregistrement de noms de domaine à 2 caractères voire même un
dotanco seul, alors que cela n'était pas permis auparavant).

dotanco Ce point a été détaillé longuement précédemment.

dotanco Si réellement nécessaire (mais le doute subsiste, cf discussion
dotanco précédente, les parties concernées n'utilisent pas nécessairement
dotanco toujours leur .FR), les organismes publics, les élus, l'état, etc.
dotanco pourrait disposer d'une priorité en cas de litige, mais les contrôles
dotanco a priori devraient disparaître.

dotanco En particulier, vis à vis du c), chercher à déterminer des périmètres
dotanco peut se relever rapidement très dévorant et déboucher sur des
dotanco milliers ou dizaines de milliers de mots.

dotanco On notera d'ailleurs l'importante variation sur le nombre de noms
dotanco réservés par chaque gouvernement lors de l'ouverture du .EU
dotanco (cf <http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2005:266:0035:0049:FR:PDF>)
dotanco de seulement 3 pour le Luxembourg ou 4 pour la Turquie ou 9 pour les
dotanco pays-bas et une extension à volume non négligeable, jusqu'à 124 pour
dotanco la France, 131 pour la Belgique ou 141 pour l'Allemagne.

dotanco On peut aussi imaginer, qu'en contrepartie d'une protection, les
dotanco entités concernées s'engagent à utiliser le nom en question, ne
dotanco serait-ce que par une redirection web vers un autre site. Mais cela
dotanco donnera ainsi au moins l'illusion d'une certaine utilité. Parce que
dotanco sinon ces noms, réservés, peuvent très bien ne jamais être utilisés,
dotanco alors qu'ils auraient pu être utilisés de manière positive par une
dotanco entité qui n'est pas a priori bénéficiaire de la protection.

dotanco

dotanco

dataxy - Toute nouvelle mesure destinée à censurer la liberté d'expression et la liberté d'entreprendre
dataxy nuirait au développement de la zone.

dataxy - favoriser le développement de l'Internet et l'accès au plus grand nombre de ces services doit
dataxy rester un objectif principal

dataxy

dataxy

cci-martini Le périmètre de protection nous semble nécessaire.

cci-martinique

cci-martinique

cahri a) Non

cahri b) Oui

cahri c) Non : on peut identifier facilement les personnes qui enregistrent ces noms proches, et
cahri donc bloquer leurs domaines.

cahri

cahri

apdui Toute nouvelle mesure destinée à censurer la liberté d'expression et la liberté d'entreprendre
apdui nuirait au développement de la zone.

apdui - favoriser le développement de l'Internet et l'accès au plus grand nombre de ces services doit
apdui rester un objectif principal

apdui

apdui

afnic a

afnic L'AFNIC prend actuellement en charge la liste des termes fondamentaux interdits et
afnic réservés.

afnic Elle est prête à compléter la liste existante avec des listes qui seraient imposées par
afnic l'application du décret. Ces listes devront/devraient être fournies par les pouvoirs
afnic publics. Il serait d'ailleurs souhaitable que la liste définitive soit annexée à l'arrêté
afnic de désignation de l'office.

afnic Toutefois la définition de tels termes doit veiller à ne pas étendre la protection des
afnic droits de tiers au-delà de ce qui est accordé par le cadre juridique national et les
afnic engagements internationaux de la France, notamment en matière de propriété
afnic intellectuelle.

afnic b

afnic Comme pour le .fr, de telles listes devraient être établies par les pouvoirs publics, en
afnic concertation étroite néanmoins avec les autorités locales.

afnic Des listes différentes paraissent envisageables.

afnic c

afnic Le décret du 6 février 2007 fixe déjà les principaux principes de protection. Le
afnic mécanisme mis en place par l'AFNIC pour protéger les noms de communes est
afnic efficace et offre une véritable sécurité aux collectivités. Ceci vient s'ajouter à des
afnic dispositifs judiciaires et parajudiciaires qui font référence pour établir les
afnic jurisprudences.

afnic Il convient donc d'être vigilant sur les mécanismes de contrôle a priori dont les effets
afnic de bord peuvent bloquer le développement du marché. Ainsi, des règles
afnic d'interdiction a priori basées sur des listes de termes ont un impact exponentiel sur le
afnic nombre de combinaisons donnant lieu à des termes effectivement interdits. Cela peut
afnic rapidement conduire à l'extension démesurée des protections accordées (voir cidessus
afnic réponse au 11a) et à l'interdiction de nombreux enregistrements légitimes

afnic

afnic

acsel

acsel Attention de ne pas créer un dispositif trop compliqué (kafkaïen), qui
acsel donnerait lieu à des interprétations (sans fin ?) de "spécialistes" sous prétexte de protéger
acsel certaines catégories de termes ou d'en interdire d'autres. Les lois en vigueur (protection des
acsel marques, protection de la vie privée, lois sur la presse, etc.) devraient suffire à régler les
acsel litiges susceptibles de se présenter (jurisprudence et "bon sens" devraient prévaloir)

acsel

acsel

acfc-ccip a) Une réactualisation régulière de la liste des termes interdits peut être réalisée par l'office
acfc-ccip d'enregistrement, en concertation avec les pouvoirs publics et les utilisateurs.

acfc-ccip Pour les termes réservés de type noms de collectivités territoriales, la protection doit être
acfc-ccip maintenue mais pour un temps limité afin d'avoir un réel effet incitatif sur les acteurs
acfc-ccip publics pour « activer » ces domaines. Le système actuel de protection à durée illimitée ne
acfc-ccip semble pas avoir d'effet incitatif.

acfc-ccip c) il existe des règles de lutte contre le cybersquatting et le typosquatting dont le respect
acfc-ccip doit permettre d'éviter des mesures spécifiques pour les termes protégés.

acfc-ccip

acfc-ccip

o6-12 Sans avis.

o6-12

o6-12

spt-wf a) Toute liste doit avoir le mérite d'être modifiable, évolutive. Il en est de même pour
spt-wf celle-ci qui ne doit pas être figée.

spt-wf b) Il faudrait la créer par rapport aux exigences nationales mais en tenant compte des
spt-wf particularités de chaque territoire (linguistique, etc...)

spt-wf c) Oui, cela éviterait pas mal de confusion ou de mauvaise utilisation des termes.

spt-wf

spt-wf

05-26-pp c) votre exemple avec ;gouv est très parlant : il me semble effectivement
05-26-pp nécessaire d'écarter toute tentative de proche copie basée sur une similitude qui n'aurait
05-26-pp pas lieu d'être.

05-26-pp

05-26-pp

pp-B1431Ca/ non

pp-B1431Cb/ Même liste pour les autres extensions françaises.

pp-B1431Cc/ Oui à étudier

pp-B143105-20B

pp-B143105-20B

pp-05-20 visiblement d'après le texte il manque la prise en compte d'IDN,
pp-05-20 donc :

pp-05-20 (a) il faut élargir les listes aux orthographes accentuées (IDN).

pp-05-20 (b) la solution du « .gp » semble très bien.

pp-05-20 (c) je pense que le « périmètre de protection » est impossible à définir
pp-05-20 clairement en termes algorithmiques donc je suis pour des listes
pp-05-20 définies des termes interdits/protégés.

pp-05-20

pp-05-20

pp-04-29 a) à priori non

pp-04-29 b) à priori oui, voir les adapter aux langages régionaux locaux

pp-04-29 c) non, cela fait partie du "jeu" d'enregistrement des domaines

pp-04-29

pp-04-29

pp06-24B - Toute nouvelle mesure destinée à censurer la liberté d'expression et la liberté d'entreprendre
pp06-24B nuirait au développement de la zone.

pp06-24B - favoriser le développement de l'Internet et l'accès au plus grand nombre de ces services doit
pp06-24B rester un objectif principal

pp06-24B

pp06-24B

06-24-pp (a et b) Les critères ne peuvent être que juridiques, en ce sens ils concernent toutes les
06-24-pp zones du territoire dit « national »

06-24-pp © la réflexion concerne les noms de deuxième niveau

06-24-pp

06-24-pp

06-13-pp Ce sont des idées irréalisées. Les noms des ministères françaises forment une épopée en soi.
06-13-pp Nous n'avons plus de Charbonnages, plus aucun mineur de mine en France, mais le corps de
06-13-pp Mines reste, et le Conseil Général des Mines aussi - toute une industrie a évolué, mais les reliques
06-13-pp qui datent de Napoléon continuent.

06-13-pp Le ministère des télécoms a disparu - et c'est bien, il est intégré dans l'Industrie. Mais l'Industrie
06-13-pp de MINEFI a été supprimé et remplacée par l'Emploi, nous avons eu MINEFE. Quelques
06-13-pp semaines plus tard, re-belotte, exit Finances, retour de l'Industrie, cela devient MINEIE. A un tel
06-13-pp point que le site web a été renommé en bercy.gouv.fr - Bercy, comme le village, le vieux quartier,
06-13-pp le pont, mais aussi le nom des ivrognes dans la rue, dont parle Simenon dans les livres du
06-13-pp Commissaire Maigret.

06-13-pp Le gouv.fr suffit pour labelliser les services du gouvernement. Le logo de la République figure
06-13-pp sur chaque site d'un ministère. Cela est bien suffisant pour ne pas confondre. Le reste c'est de
06-13-pp l'éducation. Et les ministères pourraient éviter de changer de nom comme de chemise, pour
06-13-pp faciliter la vie aux citoyens.

06-13-pp

06-13-pp

indom Nous avons déjà indiqué notre préférence pour des extensions plus libres,
indom partant du principe que la régulation artificielle sur les extensions ne
indom fonctionne pas. Ce modèle laisse néanmoins la place à des « noms réservés ».
indom De telles dispositions renforcent l'efficacité du modèle libre en permettant de
indom protéger certaines zones sensibles sur lesquelles il n'est pas souhaitable de
indom voir des enregistrements de noms effectués.
indom Sur le .FR, INDOM siégeait au Conseil d'administration de l'AFNIC lorsque
indom le gouvernement a imposé une protection pour les noms de communes. Les
indom représentants des prestataires ont indiqué leur opposition à ces dispositions,
indom mais n'ont pas été entendus. On peut y voir l'illustration de la difficulté à
indom faire coïncider les besoins du marché et l'impression qu'en ont les pouvoirs
indom publics. En effet, lors de cet épisode, il est apparu que les communes
indom demandaient en fait de protéger leurs noms en .FR parce qu'elles ne
indom souhaitaient justement pas les enregistrer ! Elles préféraient en effet le
indom .COM, extension sur laquelle l'Etat français ne peut rien pour les protéger !
indom De leur côté, les entreprises et autres ayant-droits ne jouissent d'aucune
indom protection « a priori » sur Internet. S'ils sont victimes de litiges, ils doivent
indom avoir recours à la justice ou aux procédures de résolution de litiges.
indom Quelle justification y aurait-il à l'introduction d'un système de deux poids,
indom deux mesures, introduisant des complexités de gestion pour donner à
indom certains une protection dont d'autres ne peuvent bénéficier ? Ces complexités
indom rendent les extensions concernées moins attractives et plus complexes face à
indom des extensions moins régulées. Pour autant, elles ne règlent pas le problème
indom des litiges, ces derniers pouvant justement s'opérer sur des extensions moins
indom régulées.
indom Nous sommes favorables à des listes de « noms réservés » bien
indom définies et relativement succinctes mais nous restons opposés à
indom l'extension des périmètres de protection sur l'ensemble des
indom extensions concernées par cette consultation.